

Machiavel indigne. Il indigne d'autant plus que, soucieux de ce qui est, il ne permet pas à l'indignation ce qu'elle sait faire, se donner pour vertueuse, transposer sur le seul plan moral ce qu'elle affirme scandaleux, ici : la vertu du politique est l'immoralité même. Le lecteur attentif de Machiavel entendra plutôt ceci : qui nous dit que le problème est *avant tout* « moral » ? L'ensemble qui va des chapitres XV à XIX et qui a pu faire dire du *Prince* qu'il a été écrit du doigt du diable montre que le prince doit « apprendre à pouvoir n'être pas bon », à écarter au besoin ce qu'il serait moralement préférable de faire. Il culmine dans le remarquable chapitre XVIII, qui affirme la valeur politique du mensonge et de la dissimulation. Le chapitre XIX lui donne sa conclusion attendue, pourtant paradoxale, si l'on y songe bien : le politique, dans sa conduite, ne doit attirer ni la haine ni le mépris, c'est « le premier devoir d'un prince » écrira encore Machiavel à Vettori, le 20 décembre 1514. Il doit donc bien y avoir une vertu politique du mensonge, utile à tout gouvernement.

Aussi, nous verrons tout d'abord que, aux yeux de Machiavel, parce qu'elle est politique, la vertu ne peut être exclusivement morale. Au contraire, et ce sera le second point, la politique doit se subordonner la morale et non l'inverse ; ce qui fait du mensonge une nécessité politique majeure. Enfin, le *Prince* présente-t-il encore un intérêt pour les peuples instruits et libres des démocraties modernes ? Pourtant, pour les politiques, la question semble à peine se poser : il resterait souvent, dit-on, leur livre de chevet. Est-ce parce qu'en définitive nous serons toujours impuissants à condamner absolument le mensonge poli

1. La vertu politique ne peut avoir de but proprement moral.

Jusqu'au chapitre XV du *Prince*, Machiavel montre dans quelles conditions le pouvoir s'acquiert ou se conserve dans les principautés. Mais, plus que dans les républiques, il dépend des vertus du gouvernant, entendons ses capacités, qu'elles soient morales ou non, d'exercice de la décision. De même que le renom de l'État n'est jamais si bien établi que sur ses forces propres, le prince, et surtout le prince nouveau, n'a en fin de compte pour appui que sa *virtù*, ses qualités personnelles. La vertu de la Renaissance italienne est plus proche de la vertu antique que de la vertu chrétienne, une puissance, presque une capacité physique, de courage et de vitalité, non la bonté et le souci d'autrui. Connaissant donc les différentes manières dont les princes s'emploient à conquérir et à établir leur pouvoir selon

que les circonstances l'ont rendu possible, l'examen des vertus est celui des enseignements qu'il doit en tirer *pour lui-même*. Ce n'est pourtant pas l'avis de Rousseau qui, jugeant qu'en « feignant de donner des leçons aux rois » Machiavel « en a donné de grandes au peuple », entend dire qu'il lui enseigne à ne pas se laisser tromper et à découvrir que le pouvoir ne peut jamais être si bien établi sans sa confiance. Il n'a pas tort en ceci que la façon dont le peuple voit ceux qui le gouvernent et leur maintient ou non sa confiance importe à tout pouvoir. Mais Rousseau confond, comme beaucoup, la conviction que le peuple a de *compter* et la tromperie comme nécessité politique qui en résulte. Le problème du conflit entre la morale et la politique perce dès la dédicace de l'ouvrage dans cette différence de perspective : s'il se doit de connaître le naturel des peuples, le prince ne peut savoir de lui-même comment le peuple le perçoit. Son gouvernement repose sur sa confiance, *non sur sa bienveillance*, il ne doit jamais l'oublier et le diriger en présentant des buts avouables.

Les vertus du prince seront donc en réalité distinctes mais indissociables des vertus populaires dans cet exercice qui ne peut jamais devenir fondamentalement moral, l'exercice du pouvoir. Le prince « doit comprendre – et spécialement un prince nouveau – qu'il ne peut pratiquer toutes ces vertus qui rendent les hommes dignes de louanges, puisqu'il lui faut souvent, s'il veut garder son pouvoir (*mantenere lo stato*) agir contre la foi, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion. » (XVIII) Machiavel n'approuve ni ne juge ce qu'il enseigne, il entend montrer comment cela ne peut que se faire. « On fait croire, écrit Jean Giono, que le machiavélisme est l'art de tromper ; c'est au contraire l'art de ne pas tromper. (...) Il dit clairement deux et deux font quatre. » Distinguons en effet la vertu du discours machiavélien de la vertu du politique ; la première fait état, en toute lucidité, de l'ensemble des qualités qui font la seconde. La « vertu de Machiavel » est de s'en tenir rigoureusement, distincte mais indissociable, à la manière dont le pouvoir s'exerce effectivement pour camper les vertus nécessaires au bon politique. Or ces vertus sont contradictoires ; ce qui est politiquement nécessaire et bon peut être moralement vicieux et ce qui est moralement bon, politiquement désastreux. Difficulté supplémentaire : Machiavel conseille au prince des pratiques moralement répréhensibles, contre l'intérêt que ce dernier a de les dissimuler. Mais, l'intelligence politique tient pour lui toute en ceci : il n'y a, dans la perspective du pouvoir, qu'une chose décidément condamnable, l'incapacité de se défaire de toute vertu morale : seuls les politiques sans foi accomplissent « de grandes choses » et triomphent « en fin de compte » des honnêtes et loyaux, qui ne peuvent qu'échouer à se maintenir

La morale n'est pas un principe de conduite politique.

Dans son examen des vertus du prince, Machiavel oppose en effet d'entrée la *vérité effective de la chose* à une conception idéale de la politique. Toutefois, sa manière n'aura rien de particulièrement original pour l'époque. En effet, ce que Montaigne observera de Guichardin, hormis que ce dernier se plaît à délayer son propos, nous le trouvons chez Machiavel : des hommes et des effets qu'il juge, « il n'en rapporte jamais un seul à la vertu, religion et conscience, comme si ces parties là estoient esteintes au monde. » Montaigne déplore ici que leur aspect moral disparaisse des motifs de nos actions ; mais ce qui se fait pour des nécessités politiques n'exige guère moins de moralité que la vertu dont on se prévaut ordinairement pour défendre des intérêts particuliers. Selon Machiavel, pour le *bon* politique, les vices comme les vertus sont permis selon qu'il est utile ou non à son pouvoir. Sa nature contraint de se subordonner la morale et la puissance n'appelle que deux corrections : l'emploi de la ruse, car son autorité est indéfiniment menacée, et, par suite, suprême habileté, nous le verrons, donner des apparences morales à ce qui n'est que politiquement nécessaire.

La vérité effective ne permet pas de s'en tenir à l'imagination des gouvernements et de la façon dont le prince doit se comporter à l'égard de ses sujets. Machiavel présente *ce qui se fait* dans l'exercice du pouvoir *vu que* celui qui voudrait s'appuyer sur ce qui devrait se faire serait assuré de se perdre. Aussi, ch. XV, s'il veut se maintenir, le prince « doit apprendre à pouvoir n'être pas bon ». Cela ne dit donc pas que le pouvoir soit, comme le craignent certains démocrates modernes, par nature « mauvais », mais que, devant les aléas de la fortune, dans un monde où l'occasion est reine, le prince ne saurait se fier à l'image qu'il pourrait avoir des hommes ou qu'ils donnent d'eux. Ils sont dissimulateurs et, lui, doit l'être encore plus parce qu'il vise ou détient le pouvoir suprême. Même la philosophie a été insuffisamment politique en traitant en la matière des vertus comme d'une exigence morale, comme si les vices ne *devaient* y avoir autant d'action qu'elles, chez les gouvernés comme chez les gouvernants. Défendre la morale et parler au nom de la bonté et de la justice contre le politique c'est montrer qu'on n'y prend pas au sérieux le problème de la morale !

Car, si problème il y a, c'est qu'il ne peut être politique de se laisser guider par les seuls principes moraux. Aujourd'hui encore, notre opposition au machiavélisme tient à la

conviction commune qu'il ne devrait jamais y avoir en politique de compromis sur les valeurs et que c'est là la seule et véritable justification du politique : il doit partout rechercher ce qui est moralement juste et acceptable. Seulement, nous oublions ceci : s'il y a un problème de la morale, il tient à ce qu'*en aucun cas* ses valeurs ne sauraient permettre de décider préalablement de l'action politique et c'est bien tout ce que Machiavel avance avec sa « vérité effective ».

2. Pourquoi la politique ne peut-elle résulter des seules exigences morales ?

.1. La politique donne la mesure, relative et non absolue, de la morale. Le pouvoir du prince ne relève pas de la morale ordinaire. Certes, vices et vertus sont partie prenante de la difficulté de l'exercer, mais il peut s'adonner « sans trop de souci » aux vices qui ne compromettent pas son pouvoir. Le jugement que le commun des hommes porte sur la moralité des moyens employés dans l'action n'a d'intérêt que sous ce rapport. Comme, pour Machiavel, la confiance du peuple est le meilleur rempart du pouvoir, non moins personnel que républicain, observer, *si possible*, les règles de la morale ordinaire est encore le plus sûr moyen d'agir. Mais les circonstances ne permettent pas toujours de les observer avant tout ; et pourtant encore, même alors, le prince devra se défier des rivaux et du peuple même en paraissant toujours *ne pas vouloir* manquer à sa foi, à sa parole ; bref, il est éminemment *politique* de mentir et de dissimuler et pouvoir montrer qu'on est au plus haut point soucieux des usages.

Il faut en effet comprendre que la nécessité politique ne permet pas que les valeurs morales traditionnelles s'imposent *en tous temps* ; le prince devra inévitablement tromper sur la réalité de ses actions et de sa nature. Aussi, il n'hésitera pas à passer lui-même pour lésineur ou inspirer la crainte plutôt que l'amour car il perdrait tout entière son autorité, attirant « la haine et le mépris » (qu'il « doit éviter par-dessus tout » d'inspirer, ch. XVI) non moins par une bonté que par une méchanceté *sans retenue*. S'il doit donc paraître ne pas manquer à ses devoirs, *il ne peut pas être néanmoins pris pour « bon »* ; sa vertu ne peut se donner pour purement morale. S'indigner, c'est refuser la part *indéniable* que la réputation tient dans le pouvoir du prince et l'aptitude nécessaire à la vertu politique de saisir en tout l'occasion sans s'enfermer dans des principes.

Cet arrangement avec la morale est une vérité humaine et non seulement politique. Le politique vit dans un monde où ni les lois ni la loyauté ne règnent absolument ; aussi, le prince doit-il être renard et lion. Instituer des lois et les suivre ne suffit pas à régler les rapports entre hommes : « très souvent » (XVII) il est nécessaire de recourir à la force. Renard, il ne fait pas plus de la loi que de la morale un principe, il en use selon les nécessités. Il se tient entre la loi et la force : quand il ne dispose pas de la force, il en pare les effets par des attermolements, des dérobades, l'appel au droit et à l'humanité ; quand il en dispose, il trompe son monde ou déjoue les pièges de ses rivaux en les amenant à se retrouver sans défense entre ses griffes. Lion et renard, il ne peut compter sur sa seule vaillance mais, renard, il ne s'y trompe pas, on ne saurait se régler *en dernier recours* que sur la force. Il n'appuiera son autorité sur les lois que pour autant qu'elles ne deviennent pas inapplicables ou dangereuses à son gouvernement. Rien n'assure en effet le pouvoir définitivement et le prince n'est tenu à rien, pas même à ses engagements, pourvu que la force s'y prête.

La vérité effective contraint de raisonner en termes d'efficacité politique. Cet ordre ne peut être celui de la seule morale ni de la seule force. On peut toujours juger moralement que les moyens sont mauvais et inacceptables, du point de vue politique, ils ne le sont *pas*. S'indigner serait hors sujet. C'est, dit le ch. XVII, « avec inconséquence » que les historiens eux-mêmes « d'une part admirent les résultats, et de l'autre condamnent les moyens. » La vertu politique est la réalité d'un pouvoir dont l'objet (*effet*) est de *maintenir l'état* ; avec cette différence chez le prince qu'il n'a souvent pour appui devant l'adversité que la force et la ruse, à une époque où les cités sont plus souvent détenues en vertu d'une usurpation que d'un droit. Le tout est que le point de vue politique doive l'emporter et de comprendre que *cela*, la nécessité de perpétuer le pouvoir, ne doit pas faire question.

.2. Le prince ou l'exercice changeant du pouvoir. Le titre du chapitre XVIII l'indique clairement : il est des cas où le prince ne doit pas tenir ses promesses et, s'il le doit, il faut considérer *comment* il le doit. Encore une fois, s'il voulait s'appuyer sur ce qui devrait se faire, il serait assuré de se perdre. Insistons ici : pourquoi tenir la conduite la plus contraire à ce qui est nécessaire à la vie en société quand on la dirige ?! Faire de l'homme « un animal qui puisse faire des promesses » a été chèrement acquis ; toute la vie sociale, les mœurs et finalement le droit en dépendent. Faire des promesses, c'est signifier le devoir de les remplir mais rien n'assure jamais qu'elles seront tenues. *On ne saurait se fier à la façon dont on « devrait vivre »*, qui se dit plutôt qu'elle ne se fait. « Si les hommes étaient tous gens de

bien, mon précepte serait condamnable ; comme ce sont tous de tristes sires et qu'ils n'observeraient pas leurs propres promesses, tu n'as pas non plus à observer les tiennes. » (XVIII) On pourrait penser que la mauvaise fortune ne le permette pas ; Machiavel dit ici, profonde vérité, qu'indépendamment du succès, les hommes ont coutume de manquer à leur parole – souvent même, ce sont les mauvais revers qui les poussent à la respecter ! *La réalité, c'est qu'aucune société ne vit de la façon dont leurs membres disent, sincèrement ou non, qu'on devrait vivre.*

L'opposition idéalisme – réalisme politique nous paraît pour cette raison être un faux problème. En effet, si « réalisme » il y a chez Machiavel, il signifie que, loin de « faire avec » les choses et les laisser se passer, la vertu du prince garde un caractère volontaire, il doit pouvoir la soutenir, riposter, sinon prévenir l'adversité, suivant ce que la fortune concède. Il faut toujours mesurer à l'utilité et au maintien du pouvoir le devoir pour le politique de respecter ou non ses promesses. Le préjugé moral de la vérité s'efface devant la nécessité de maintenir le pouvoir ; en d'autres termes, le mensonge est révélateur de la vertu proprement politique : être *capable* de ne plus subordonner l'action à la morale dès lors qu'il est indispensable d'exercer *autrement* le pouvoir.

S'il est moins nécessaire pour lui de tenir parole que ses sujets ne peuvent le faire au quotidien, il le reste primordialement de la façon dont il le fait ou non. Être renard et *laisser croire* à ses promesses, c'est réserver la façon dont la promesse engage, surtout pour lui, qui ne peut jamais négliger le changement subit des circonstances pour défendre ou accroître sa puissance (renversement d'alliances étrangères, complots, morts inattendues, etc.). En particulier, s'il veut maintenir ses sujets dans le respect de la loi il devra l'invoquer pour justifier ses propres manquements. Or, « jamais un prince n'a manqué de raisons légitimes pour colorer son manque de foi ». Est légitime, dès lors que le politique prime sur la morale, ce à quoi on trouvera toujours à donner une apparence de légalité. Aussi le prince est effectivement *toujours* dans le cas de ne pas tenir sa parole. Même, plus il le fera, moins il se mettra *en état* de devoir composer avec ce qui se fait ; plus il en tirera donc des avantages et l'emportera sur celui qui, par ses scrupules, intéressés ou non, croit pouvoir le défier. Mais c'est aussi dire qu'il ne saurait gouverner sans tromper ses sujets comme il le ferait à l'égard d'étrangers. Machiavel fait apparaître que la vertu du politique n'*appelle* pas le jugement moral, sauf celui attaché à sa réputation : sa capacité à affirmer l'autorité de l'État tout en s'accommodant au temps, cette puissance d'agir selon la qualité des temps en ne renonçant

jamais aux buts du pouvoir. Le tragique du pouvoir est de ne jamais pouvoir demeurer en paix. (NB. La *qualità dei tempi*, à notre sens, pourrait venir en droite ligne de Suétone : *pro conditione temporum*, s'accommoder au temps : dans ce passage, Jules César se sait devoir renoncer à son ambition du moment, quitte à reprendre la main à la première occasion dans sa marche au pouvoir.)

.3. La politique est première par rapport à la morale.

La morale ou la religion, la « vérité » et l'« humanité », sont couramment invoquées, de bonne foi ou non, comme le légitime recours pour défier l'autorité, devant passer avant tout. Le prince devra alors ne *jamais* paraître rien dire ni faire contre elles, sinon partout la violence régnera ; les auteurs qui ont vécu des temps de guerre civile, ainsi de Machiavel à Hobbes, ont su rappeler que le besoin de paix ressenti à un moment ou à un autre par les peuples a été *moins un idéal moral qu'un ressort politique*. S'il veut conserver son pouvoir, et probablement la vie, le prince devra donc *aussi* savoir résister à l'habitude ou au plaisir pris d'avoir ou de paraître avoir en toutes circonstances les vertus honorées par le peuple. Périlleuse, la vertu politique expose à l'incertaine fortune et doit prouver son aptitude à saisir l'occasion sans se soucier du bien et du mal, sinon selon que le premier est possible et le second nécessaire. En d'autres termes, le bon politique *se sait* astreint, contrairement à l'enseignement antique et des Miroirs des Princes, à ne plus voir dans le « bien » le principe indiscutable de l'action. La vertu du discours de Machiavel est ainsi de montrer que la question n'est pas d'opposer la morale à la politique – *ceci fait seulement partie du jeu politique* – mais d'instruire que la morale n'est pas première par rapport à la politique.

L'objection toujours opposée à Machiavel au nom de la morale se révèle consubstantielle à l'exercice du pouvoir. La politique est chose dangereuse car contraire à tous les principes déclarés et les plus sacrés que les hommes se donnent pour vivre en société. Mais *si c'était pour cette raison même, qu'elle est en son fond immorale, que la politique est la forme nécessaire à une société où ils se sentent avant tout des individus, cette société au fond si contradictoire, la société libre ?* L'avantage mais aussi l'écueil de la société politique est de faire librement accepter la contrainte énorme pour tout ce qui est individuel de vivre en communauté en *permettant enfin* à chacun de pouvoir vivre selon son intérêt ! Le bonheur du peuple n'a rien de particulièrement moral ou ambitieux. Ce qui peut expliquer que les vices des gouvernants d'une démocratie se trouvent parfois plus aisément absous que ceux

du prince. Que ceux-là soient considérés comme l'émanation du peuple *change-t-il* quelque chose à la réalité du politique ? Dire non, c'est rendre vain le débat sur un Machiavel républicain.

2. *Le présent du Prince : la vertu politique du mensonge.*

Dans le Prince, l'État ramène directement au pouvoir personnel. Dans la période troublée de la Renaissance italienne, l'existence des cités dépend, avec la nécessité de se donner ses armes propres, de la capacité du prince, sa vertu, à, toujours, *maintenir l'état*. Cette dimension essentielle, que l'on peut dire avant l'heure éminemment « géopolitique », ne laisse pas de répit au pouvoir et permet de comprendre ce que Machiavel met en relief : on ne peut gouverner les hommes sans voir que changeantes, les choses ne seront jamais complètement telles que nous le voudrions. Tel est le sort des affaires humaines, qu'aucune Providence ne dirige, mais où la fortune décide, quelle que soit la qualité de nos vertus, de « la moitié » de ce qui nous arrive (XXV). Si le politique se demande d'abord : que dois-je faire ? sa question ne peut avoir de signification primordialement et exclusivement morale. S'imposer une finalité morale serait *l'erreur fatale, même pour les républiques*, à ne pas commettre en ce domaine. En ce sens, si une question morale se pose encore, ce serait celle-ci : sans la justification du pouvoir, que sont les actes blâmables commis par le prince d'autre que des crimes, meurtres et trahisons, des façons de vendettas ?

Mais il reste enfin à comprendre pourquoi les actes *politiques* ne sont *pas même* jugés ainsi, ce que Machiavel ne manque pas de préciser. Ce que le prince fait par nécessité, il ne peut le dire sans se parer des plus grandes vertus, surtout celle de religion. Celle-ci laisse en effet croire que, dans la crainte de Dieu, il est incapable des vices les plus horribles et que ses sujets peuvent vivre sans se sentir directement menacés. Il ne doit même jamais lui échapper « un seul mot » qui ne le laisse paraître se régler sur leurs vertus alors qu'il doit se garder de les pratiquer en toutes circonstances, car ce mot les persuaderait de l'arbitraire sans recours de son pouvoir. Comment, cependant, peuvent-ils être aussi aveugles sur les actes du prince, et si sensibles, en alerte et comme intuitifs, sur des paroles s'ils n'y sont pas d'abord trompés ? Ils « jugent plus souvent d'après leurs yeux que d'après leurs mains ». Le proverbe « je ne crois que ce que je vois » néglige que nous ne voyons souvent que ce que

nous avons entendu dire. Alors que les mains donnent prise et consistance, nous nous *attendons* surtout à connaître en voyant ; les yeux laissent sans qu'on s'en doute place à la façon dont on nous a dit qu'il faut voir. Ainsi le prince doit-il prendre soin, plus encore par ses paroles que par des actes, de tenir ses sujets à distance. Il pourra alors mieux gouverner à sa guise, selon ce que les circonstances pourront exiger, puisque ces derniers ne sauront pénétrer ses réels motifs.

Comment d'ailleurs pourraient-ils être tentés de le faire, s'ils sont prêts à le croire intègre, humain et religieux ? Ce sentiment de familiarité que les sujets tirent de l'imagination de leurs propres vertus de sujets dans la *communauté morale de la cité*, la piété nécessaire du peuple, importe extrêmement à l'établissement du pouvoir. Ils aiment à se représenter leur gouvernement tel qu'ils voudraient qu'il soit. *C'est dans la morale que l'imagination prédomine*. La nécessité politique exige de tenir compte des choses comme elles sont : les hommes ne se conduisent *pas* comme ils aiment à le croire, *c'est dans leur imagination que la morale prédomine*. Par conséquent, si le peuple est le rempart du pouvoir, le prince sera tenu d'accorder, *quoi qu'il fasse*, la plus grande attention à sa réputation, et usera des apparences et de la dissimulation. Telle est la vertu politique du mensonge : le plus sûr moyen d'incarner l'État est de *laisser* imaginer sa puissance : le pouvoir du prince et de tout gouvernant s'y fonde en grande partie ; le soupçon et même la certitude qu'il ment ou dissimule se tait devant la manifestation de l'autorité ou la reconnaissance que la décision politique, *même imparfaite*, a été prise dans l'intérêt de tous, gouvernés aussi bien que gouvernants. À un moment ou à un autre, que ce soit pour sa sûreté dans les principats, ou pour sa liberté dans les républiques, l'intérêt du peuple rencontre celui du politique dans le besoin de l'État.

Le mensonge des gouvernants est permis parce qu'aucune société politique ne saurait s'établir sur les seuls intérêts particuliers des gouvernés. C'est le sens du propos, non-moral, de Platon : il est permis de mentir aux citoyens eux-mêmes « quand l'intérêt de l'État l'exige » (*Rep.* III, 389b). Le peuple est certes aujourd'hui plus instruit qu'à l'époque de Machiavel et a les capacités de se laisser moins tromper, d'autant qu'il peut exercer un rôle politique significatif dans les démocraties modernes. Mais le mensonge politique a évolué en proportion : le contrôle des médias s'est fait plus subtil en passant de la propagande à la *désinformation*. Même instruit, un peuple qui ne peut plus avoir accès qu'à des informations trompeuses ou tronquées n'est-il pas exposé à son insu aux orientations du pouvoir qui en

émane légalement ? Même internet ne permet pas toujours de vérifier la fiabilité des sources et les États poursuivent leurs efforts pour en encadrer, dans ses formes visibles, l'activité par des lois ou, au besoin, la menace fiscale. Au fond, quel qu'il soit, le pouvoir est de se manifester partout comme le pouvoir, mais *politique*, il doit rester pourtant supportable, non-tyrannique. Le mensonge politique est celui qui fait, *tant bien que mal*, s'accorder et vivre dans une même société, amis et ennemis. Sa valeur est alors d'écarter toute forme de tyrannie ou de démagogie comme non-politiques ! Machiavel nous le montre : si le prince s'arrogé le pouvoir, le rôle de la morale, secondaire, mais non moins nécessaire à son établissement, nous l'avons vu, le distingue du tyran. Le démagogue n'est pas plus politique que le tyran ; sa perversité est, en parlant au nom du peuple ou des grands, de fomenter la division dans l'État, de le corrompre et de le défaire. Il y a aussi un vice politique du mensonge : vouloir s'attirer les seules faveurs des gouvernés, c'est les inciter à mentir avant tout sur leurs intérêts et donc sur « l'état du navire », corrompre le sens civique. Le tyran comme le démagogue *entretiennent la division entre l'ami et l'ennemi au sein de la cité*, division que tout vrai politique s'emploie à résoudre.

Machiavel nous prouve que la morale *ne* peut être un instrument commode à toutes fins. Le prince ne *pourra* être bon que s'il sait aussi se faire craindre. La familiarité du pouvoir trouve sa limite dans la responsabilité de la décision et le « tribunal sans appel » de ses actions (XVIII, p.94). Les bouleversements constants des principautés italiennes, l'exemple même du Saint-Siège, ne permettaient pas d'entretenir la croyance en l'origine sacrée du pouvoir. Mais le pouvoir doit encore paraître avoir quelque chose de sacré, si ce n'est par le respect, du moins par la terreur qu'il inspire à ceux qui songeraient à s'y opposer ; ainsi, il tirera de la piété du peuple son plus sûr appui dans les luttes partisans ou pour s'en préserver.

Le prince *virtuoso* retire en effet un avantage décisif de son habileté morale : les rares qui auront percé quelque chose de sa vraie nature ne pourront rien contre « l'opinion du grand nombre, renforcée par toute la majesté de l'État. » (*Id.*) Ils devront craindre pour eux-mêmes, et, tant qu'il en est ainsi, toute opposition éventuelle s'en trouve affaiblie. En la personne du prince qui a la confiance et le respect de ses sujets s'incarne l'autorité même de l'État. Les résultats, et le premier d'entre eux, le maintien du pouvoir, rendent honorables les moyens, même immoraux. La réussite emporte presque à tout coup la consécration du peuple. Aussi le prince doit être extrêmement attentif à tenir son registre et paraître pénétré des vertus cardinales dont le peuple est convaincu. *Dell' opinione regina del mondo.*

Concluons. Rousseau a tort : Machiavel ne *peut* instruire les peuples. Ils attendent de leur dirigeant qu'il soit tel qu'ils désirent qu'il soit et savent bien tout de même qu'ils se mentent à eux-mêmes et qu'ils lui demandent là de ne pas être ce qu'ils *sont* : le pouvoir *doit* aussi *leur en imposer*. La vertu, *Janus bifrons*, du prince leur est d'autant plus nécessaire et utile qu'elle leur permet d'avoir une haute idée d'eux-mêmes en sa personne.

En ce sens, on ne gouverne jamais par pur « réalisme ». La vérité effective enseigne au prince que, *quels que soient les moyens du pouvoir*, le peuple préférera toujours se laisser tromper pourvu qu'il puisse l'imaginer agir en sa faveur en recevant ses bienfaits. Il suffit que son intérêt et celui du prince se rencontrent, comme cela se voit à la façon dont l'un peut gouverner en obtenant de l'autre qu'il accepte de l'être. La « fin » n'est pas ce qui justifie les moyens, elle n'a aucune qualité morale, elle est dans les moyens mêmes. Rien de plus.

Claude GIBOIN, correspondant de l' Institut Géopolitique Jacques Cartier à Nouméa

Nouméa, octobre 2013.

Conférence publiée ici avec l'autorisation de la revue : "Cahiers philosophiques".

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-philosophiques.htm>

www.cairn.info/

Article à paraître sous le titre : "La vertu de Machiavel".